

30 août 2002. Nicolas Sarkozy rencontre à Bucarest le premier ministre roumain avec en perspective l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne. Après un débat confidentiel sur le statut des sans-papiers, ce pays obtient son label de garantie «démocratique», en particulier pour ce qui est du respect des droits des minorités nationales...

Les Roms à titre de ballon d'essai ?

3 décembre 2002 : expulsion brutale des Roms de Choisy-le-Roi ; 7 mars 2003 : expulsion des Roms d'Achères ; 20 mars 2003 : tentative d'expulsion à la pelleteuse des Roms de Montreuil par la mairie. Echec ; 27 mars 2003 : expulsion des Roms de Saint-Denis La Briche ; 14 avril 2003 : expulsion des Roms de Montreuil par la préfecture ; 25 avril 2003 : la mairie d'Argenteuil «nettoie» un camp de Roms à la pelleteuse ; 28 avril 2003 : expulsion des Roms de Saint-Denis l'Industrie.

La chasse aux Roms ne date pas de 2002, c'est une constante depuis des décennies. Ce qui est nouveau, c'est l'offensive généralisée et organisée contre les Roms, menée de concert par les gouvernements, les préfectures et les municipalités.

L'offensive du gouvernement français et des préfectures, c'est de s'attaquer au maillon faible des populations sans-papiers à l'heure de l'élargissement de

l'Europe aux pays de l'Est. Il faut mettre en place des procédures, élaborer des tactiques pour prévenir l'arrivée de populations pauvres et démunies. Car si l'Europe à 25 est celle du capital et de Schengen, ce n'est nullement l'Europe de la libre circulation des travailleurs. En s'attaquant à des populations démunies et isolées (y compris dans leur propre pays), on teste la résistance et les moyens de s'y opposer.

En particulier, tout ce qui a trait à la criminalisation des squats, des campements illégaux est déjà et va être renforcé. Manifestement l'enjeu est d'importance et dépasse largement les quelques centaines de personnes concernées. Ainsi, à Mulhouse, des Kurdes faisant la grève de la faim et campant face à la Mairie ont également été violemment expulsés et réprimés.

Il faut savoir que les expulsions des Roms (à Choisy, à Montreuil) ont eu lieu avec une violence digne des rafles du régime de Vichy : séparation des hommes et des femmes, fouilles des enfants (et même un bébé), expulsion en urgence vers la Roumanie de quelques personnes, dont certaines en règle avec un visa autrichien de trois mois, ou une femme dont l'enfant est né en France, ce qui est parfaitement illégal

Les expulsions des Roms ont valeur de test. Dans un contexte très défavorable, tout échec gouvernemental, tout grain de sable prendrait un sens plus large, serait signe d'encouragement pour tous les sans-papiers.

Le gouvernement roumain n'est pas en reste. Pour donner toutes garanties à l'Europe du capital, il s'empresse de confisquer pour cinq ans le passeport de ses ressortissants expulsés d'un autre pays... suivez mon regard. Expulsés de France, les Roms sont bloqués cinq ans, soumis au racisme et aux persécutions, quand ce n'est pas la prison, ou alors voués à la clandestinité complète.

Les municipalités en rajoutent une louche bien épaisse. Saint-Denis, Montreuil, Choisy le Roi, Stains, Argenteuil, des mairies PC, qui veulent parfois se donner une image «progressiste». Des mairies qui jouent à fond la carte de la xénophobie, mettent de l'huile sur le feu concernant les relations avec le voisinage, demandent l'expulsion à la préfecture, refusent d'assurer le minimum d'hygiène (eau, sanitaires, enlèvement des ordures) et réussissent à se gargariser de la scolarisation des enfants, alors qu'elle est obligatoire par la loi, et de plus arrachée par le travail des associations ! A Montreuil, l'élu du quartier a été d'un cynisme absolu, répondant au Comité de Soutien (dont nombre de militants hébergent des Roms en urgence), qu'il n'a qu'à revenir dans six mois, et que tant qu'il n'y a pas 5000 personnes dans la rue, ça ne compte pas. Lors des législatives partielles de mars dernier les bureaux de vote du quartier ont été les



Manifestation de Roms à Montreuil

seuls de la commune où les voix du FN se sont reportés sur le maire PCF, Brard, au deuxième tour (et non sur le candidat de droite), suite à la campagne musclée du candidat sur le thème de l'expulsion. Quant au journal de la Mairie, il multiplie les mensonges intéressés.

A Saint-Denis, Braouezec, organisateur du futur Forum Social Européen, a demandé l'expulsion, et n'a pas hésité à faire campagne sur ce thème auprès du voisinage. Tous pourtant, dans un discours réservé aux médias, ne jurent que «dignité» de ces populations, en appellent au règlement «régional», «national», voire «européen» du problème des Roms. En gros, suivant la vieille tradition xénophobe du PC : «Pas question ici, ailleurs on veut bien !» Mais qui fait donc le lit du FN, sur la préférence nationale appliquée au niveau de la commune ?

On retrouve, quelques années après exactement, les mêmes arguments avancés pour détruire le foyer de Vitry en 1980, ou celui de la Nouvelle France en 1996, déjà à Montreuil, déjà avec le même maire...

Notons quand même que d'autres municipalités (y compris PC) ont refusé de demander l'expulsion : Achères, Fontenay sous Bois, L'Île Saint-Denis par exemple montrant ainsi que même dans la société actuelle, la préférence nationale et la xénophobie ne sont pas «malheureusement imposées» par la situation...



Libre circulation de tous les travailleurs ! Des papiers pour les sans-papiers ! Des maisons, pas des avions !

Les difficultés du soutien

C'est à Montreuil que le soutien aux Roms est le mieux organisé.

Depuis un an, un gros travail de terrain, essentiellement humanitaire avait permis de stabiliser et d'améliorer la situation du squat dans un ancien bâtiment du Ministère de l'Agriculture (qui ne s'en était d'ailleurs pas ému, bien qu'informé). Eau, sanitaires, EDF pris en charge par les Roms eux-mêmes, soins, scolarisation des enfants à l'école du quartier dans une classe non-francophone ouverte à cet effet, avec l'appui de l'ensemble de l'équipe enseignante, tout donnait l'impression qu'on allait tant bien que mal arriver à une solution, à l'image de la commune voisine de Fontenay sous bois.

Mais l'énergie des militants (fort peu nombreux au départ), des libertaires, des Verts, de la LCR, des protestants a été accaparée par ce lourd travail. Peu a été fait au niveau politique, pour contrer l'offensive de la Mairie dans la population, pour informer et dénoncer les mensonges, pour établir un rapport de forces politique. Le maire est un autocrate terrible, connu pour l'expulsion de la Nouvelle France, la censure du festival du film palestinien au cinéma de la ville, et il n'y a pas d'opposition structurée et offensive. Certes, les Verts, la LCR et Lutte Ouvrière font de bons scores électoraux sur Montreuil, mais pas de campagne politique d'opposition digne de ce nom, qui appelle un chat un chat, dénonce publiquement et en appelle à la population dans les quartiers et les cités. L'expulsion a un peu pris tout le monde de court, et c'est alors seulement que la lutte a véritablement commencé, avec toutes ses contradictions mal réglées. Contradictions entre Roms qui ne sont pas dans la même

situation légale et n'ont pas le même objectif (de simplement récupérer le passeport pour repartir en Roumanie, à ceux qui veulent rester «jusqu'à la mort»).

Contradiction entre les Roms qui n'ont pas le choix, rejetés dans leur pays et en France, coincés par la situation et le Comité de Soutien qui apparaît comme le seul espoir auquel on s'en remet totalement.

Difficultés particulières aux Roms qui, à la différence des autres secteurs de sans-papiers, ne sont pas insérés dans des relations de solidarité nationale ou de travail. Les Roms sont seuls, ne travaillent pas...

Contradictions avec la population où tous les préjugés à l'égard des Roms ressortent, attisés par la Mairie (ils sont sales, ils sont voleurs, ils prostituent leurs enfants, ils nous dérangent...) toutes choses parfaitement fausses par ailleurs.

Contradiction entre l'urgence humanitaire qui conduit les militants à héberger des familles Roms entières pour qu'elles ne restent pas à la rue (et toutes les difficultés de cohabitation et d'individualisation que cela amène), et le nécessaire combat collectif et politique.

Contradiction entre ceux des militants de soutien qui privilégient les pressions institutionnelles sur la Mairie, les partis, les institutions caritatives et ceux qui privilégient l'information à la population et le rapport de forces populaires.

Contradiction entre le faible niveau d'organisation et la nécessité de la riposte à la violence de l'attaque subie de la part de l'appareil d'Etat. Etc.

Paradoxalement, malgré toutes ces difficultés, le Comité de soutien s'est renforcé après l'expulsion.

L'avenir reste à écrire !

LES ROMS DE ROUMANIE

La population Rom de Roumanie est persécutée et opprimée dans son pays même, ne pouvant obtenir travail, logement, et même éducation des enfants. La réalité, c'est le racisme à l'état brut de 80% de la population roumaine face à des gens ayant subi des siècles d'esclavage, avant le génocide nazi (entre 250 000 et 500 000 morts sur 700 000 dans les camps d'extermination aux côtés des Juifs). D'où la fuite, non de la misère, mais de la persécution, avec un objectif, un espoir : permettre aux enfants d'aller à l'école pour échapper à un destin d'oppression.

Depuis 2002, les Roms peuvent théoriquement circuler librement dans l'espace Schengen avec un visa de trois mois. Entre 3000 et 4500 (ce n'est pas véritablement une «invasion» comme certains aiment à le faire croire) d'entre eux sont arrivés en région parisienne fuyant la persécution. Rejetés en France comme en Roumanie, ils s'installent dans des squats, vivent de petits boulots et de mendicité. Notons en passant qu'il ne s'agit pas de gens du voyage, mais de réfugiés ignorés, sédentaires en Roumanie, plus ou moins en règle, plus ou moins sans-papiers selon les aléas des réglementations, des visas et des municipalités rencontrées.